

Une journée de grève,  
même unitaire,  
ne suffira pas.

Le mouvement de résistance qui perdure dans le premier degré, sur les "heures de soutien", malgré les pressions de l'administration, le mécontentement, le "ras le bol" des équipes dans les écoles, les collèges et les lycées, la sensation des collègues d'être méprisés, bafoués par le Ministère, tout cela nécessite, de la part des organisations syndicales, une réponse à la hauteur. Laisser les collègues se débrouiller n'est pas un mandat syndical !

Nous devons répondre à l'attente forte des personnels de l'Education (toutes catégories confondues), des parents, de rentrer dans la lutte, de façon unitaire, avec une réelle envie de gagner le combat pour l'Ecole.

Nous devons refuser  
le démantèlement de l'Education  
nationale !

Nous voulons une Ecole plus  
égalitaire,  
centrée sur tous les enfants,  
une Ecole ambitieuse  
et démocratique !

Nous ne gagnerons que si nous  
entrons dans le combat !

"Paris ne s'est pas fait en un jour" ...  
L'Etat ne pliera pas au soir  
du 20 novembre !

Cette journée doit être le point de  
départ d'une action longue et générale.

**Sud Education Créteil appelle  
à reconduire la grève le  
JEUDI 27 NOVEMBRE,  
date de l'ouverture du  
SALON DE  
L'ÉDUCATION  
à PARIS -**

**Porte de Versailles, à 9h30**



La grève reconductible, de quelque forme qu'elle soit, doit être débattue dans toutes les assemblées générales locales, régionales, dans toutes les intersyndicales.

Ce n'est qu'en imposant un rapport de force que le gouvernement pliera. Et c'est tout de suite qu'il faut réagir !

**SUD EDUCATION APPELLE TOUS LES COLLEGUES A ENTRER DANS LA LUTTE.**

**SUD EDUCATION APPELLE A LA GREVE RECONDUCTIBLE,**

**SEULE CAPABLE DE FAIRE PLIER LE GOUVERNEMENT.**

**SUD EDUCATION APPELLE TOUS LES PARENTS A SOUTENIR LES EQUIPES EN LUTTE ET A RENTRER  
DANS LE COMBAT.**

### **SUD Education revendique**

- L'Abrogation des décrets Darcos (sur les 60 heures d'"aide personnalisée") et de la Loi sur le Droit d'accueil (SMA)
- Des Créations massives de postes d'enseignants-titulaires (450 postes de titulaires-remplaçants dans le 93, pour des classes à effectifs réduits et plus de maîtres que de classes)
- 24 heures d'enseignement pour les enseignants des écoles et du temps de concertation
- La Défense de l'école maternelle et du droit à la scolarisation pour les 2 ans
- Le Maintien et extension des RASED. Aucune suppression de postes de maîtres E et G
- L'abandon de la contre-réforme des lycées motivée en particulier par une volonté de supprimer des postes

**SUD Éducation Académie de Créteil**

11-13 rue des archives 94010 Créteil cedex - Tel : 01 43 77 33 59 - Fax : 01 43 77 65 58  
mel : sud.education.creteil@wanadoo.fr - site : <http://sudeducriteil.org/>

## La Fédération SUD éducation appelle à la grève nationale intercatégorielle le 20 novembre

Dans la situation actuelle, face au pouvoir et à sa politique de régression sociale généralisée, la fédération SUD éducation s'inscrit dans une stratégie de construction d'un mouvement revendicatif interprofessionnel. Cela nécessite, dans l'Éducation Nationale, un mouvement véritablement inter-syndical vers la grève reconductible mais aussi un mouvement de défense de l'École Publique avec toutes les forces sociales.

Une grève catégorielle, dans le premier degré ou dans le secondaire le 20 novembre, n'est pas une réponse adaptée. Dans le souci de renforcer la lutte, la fédération SUD éducation s'est adressée nationalement et dans de nombreux départements aux autres organisations syndicales pour leur pro-

**SUD éducation appelle tous les personnels qui travaillent dans l'Éducation nationale à se mettre en grève**

**jeudi 20 novembre,**

**à participer  
aux manifestations  
et à mettre en place  
des AG de grévistes  
pour construire la suite de  
la mobilisation.**

poser de faire de ce 20 novembre une grève nationale intersyndicale et intercatégorielle, unissant toutes les forces de l'éducation nationale avec le soutien de tous ceux qui ont participé à la manifestation du 19 octobre.

La casse de l'École publique et laïque est au centre de la politique de Sarkozy et de son gouvernement au même titre que la casse du statut de fonctionnaire et du Code du Travail. Partout, dans nos classes et dans nos services, nous constatons les conséquences d'une politique de destruction de l'emploi public qui, en matière d'éducation, tourne le dos à l'idée d'une École laïque et émancipatrice, véritablement gratuite et ouverte à tous sur l'ensemble du territoire.

### **Nous dénonçons :**

- le projet de budget qui organise la régression scolaire en supprimant des milliers de postes à tous les niveaux et dans tous les services.
- les attaques répétées du Ministre Darcos contre l'école maternelle et ses personnels.
- la logique réactionnaire des programmes de l'école élémentaire qui s'assoit sur 20 ans de recherches dans les classes, les IUFM et l'université.
- la suppression de 2h hebdomadaires d'enseignement pour tous et celle des RASED - enseignants spécialisés dans l'aide aux élèves en difficulté - le tout étant censé être remplacé par quelques heures de soutien et des stages pendant les vacances.
- la généralisation de "*l'accompagnement éducatif*" en collège qui, au nom de montages sans moyens réels, constitue un appauvrissement de l'enseignement.
- la suppression des BEP par la réforme du Baccalauréat Professionnel (passage de 4 ans à 3 ans), qui augmentera la ségrégation scolaire et fermera des milliers de postes dans les lycées professionnels.
- le projet de réforme des lycées qui n'obéit qu'à une logique comptable de suppression de milliers de postes au moment où il conviendrait d'engager une véritable réflexion sur l'enseignement au lycée.
- la casse de la formation professionnelle des enseignants qui constitue un véritable recul pour nos métiers et préfigure la disparition du statut de la fonction publique pour les enseignants.
- la dégradation des conditions de travail des personnels IATOS et la privatisation rampante qui menace les services ouvriers et techniques dans les établissements scolaires.
- l'ensemble des contre-réformes qui menacent les statuts des personnels, érigent la précarité en modèle de gestion, multiplient les heures supplémentaires, alourdissent la charge de travail de tous.
- les atteintes au droit de grève par la mise en place d'un service minimum dans le premier degré.
- l'autoritarisme qui prévaut pour imposer ces démantèlements et les logiques répressives qui se développent contre celles et ceux qui tentent de s'y opposer.
- la volonté de fichage informatique généralisé de nos élèves.
- la chasse aux enfants de parents sans-papiers.